

La république Algérienne Populaire et Démocratique

Université Abderrahmane Mira, Béjaia

Faculté des Sciences Humaines et Sociales

Le laboratoire LASSU

Projet PRFU N° : I05L02UN060120220003



## Colloque national sur

# LA CULTURE DE CITOYENNETE EN ALGERIE ET LA PARTICIPATION ELECTRONIQUE DANS LES ACTIONS URBAINES : QUELS ENJEUX POUR LA VILLE ?

**Le 22/03/2023**

### 1. Argumentaire

Si aujourd'hui la ville ne se dissocie pas de la notion de bonne gouvernance, cette dernière ne peut exister sans la mise en place de la participation qui passe par l'éducation de la culture en citoyenneté. Ceci nécessite une réflexion approfondie pour permettre à comprendre le sens de l'écosystème inter relié et savoir la base sur laquelle cette notion peut être construite. C'est ainsi que la culture de citoyenneté pourrait être le fondement même de la bonne gouvernance parce que dans son essence elle porte le droit et le devoir à la participation des acteurs de la ville. C'est-à-dire la capacité d'un résident ou d'un habitant à devenir citoyen exerçant pleinement son droit à participer aux affaires qui peuvent impacter sa ville, sa vie et par extension son pays. Ce droit deviendra alors un devoir lorsque cette culture de citoyenneté s'installe pleinement dans l'esprit de chaque acteur.

Les prémices de la réflexion sur la citoyenneté reviennent à l'antiquité où la recherche de la société libre et un gouvernement performant. Le citoyen est alors considéré comme pièce maîtresse pour jouer son rôle d'acteur actif dans un rapport de gouvernant /gouverné compris dans un système régulant la vie politique, sociale et administrative.

Cette participation citoyenne s'est développée de façon progressive dans plusieurs secteurs et selon plusieurs modes et modèles. En effet, il s'agissait d'abord de faire participer les hommes intellectuels et bannir les femmes, ensuite intégrer des artistes et philosophes, à travers une expansion apogée dans les années 90 grâce au courant du développement durable qui associe le progrès à la participation de TOUS. Cette participation citoyenne et collective

reste problématique dans l'intention d'intégrer cet ensemble d'acteurs dans les processus de la bonne gouvernance.

Cependant, la culture de citoyenneté n'est pas toujours, malgré son importance, répandue dans plusieurs sociétés, en particulier la société algérienne, parce qu'elle n'est pas pour autant enseignée et pratiquée dans les différentes institutions. Dès lors, la recherche de l'éducation citoyenne et la réintégration du rôle actif du citoyen en société devient primordiale pour un développement soutenable de celle-ci et sa place dans les changements politiques, sociétaux et historiques marquent un déclin de citoyenneté

La participation citoyenne comme pratique devrait alors tenir compte des spécificités de chaque société, voire de ses composantes. C'est pourquoi, dans les temps actuels, la digitalisation est une caractéristique qui commence à se propager dans la société algérienne. N'est-il pas alors favorable d'initier la digitalisation dans la culture citoyenne par le biais de la E-participation ?

La E-participation ou la participation électronique, également appelée participation en ligne ou participation numérique, est un mode qui favorise l'engagement et la citoyenneté active dans la vie urbaine et politique pour une meilleure gouvernance en utilisant les technologies de l'information et de la communication (TIC). L'objectif de la participation électronique devrait être, selon Macintosh « *d'améliorer l'accès des citoyens à l'information et aux services publics ; à la participation et à la prise de décision publique qui a un impact sur le bien-être de la société, en général, et de l'individu, en particulier* » (UN. ORG) et ce dans plusieurs domaines (politique, administratif, urbain, gestion, associatif, santé,...). Elle est également définie comme « *l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour élargir et approfondir la participation politique en permettant aux citoyens de se connecter entre eux et avec leur élus* ». (Macintosh. 2006). Selon l'ONU, le cadre de participation électronique comprend trois domaines :

- E-information : Permettre la participation en fournissant aux citoyens des informations publiques et un libre accès à l'information.
- Consultation en ligne : impliquer les citoyens dans les contributions et les délibérations sur les politiques et les services publics
- Prise de décision en ligne : responsabiliser les citoyens grâce à la co-conception d'options politiques et à la co-production de composants de services et de modalités de prestation.

Les outils qui peuvent être utilisés dans la participation électronique peuvent être les sites Web, les réseaux sociaux en ligne, les plateformes de débat, les plateformes de médias sociaux, la télévision, la radio, les applications mobiles et les blogs. Ce sont les moyens qui peuvent faciliter la collaboration entre les gouvernants (pouvoirs publics) et les (citoyens) gouvernés (acteurs socio-économiques et marché) pour une meilleure gestion urbaine.

En effet, le processus décisionnel dans la société doit impliquer ces trois sphères d'acteurs. Selon l'expert économiste et chef de département socio-économique gouvernance et

management à l'ONU- Adil Khan *«plus cette équation est équilibrée, meilleure est la qualité de la gouvernance »* (Khan A. 2005. P5).

Comme l'approche de la participation citoyenne est divisée en niveaux et degrés, la participation électronique l'est aussi. La différence est le nombre de ces niveaux puisque le mécanisme lui-même est différent mais les objectifs sont à peu près les mêmes. Ainsi, l'E-participation peut être utilisée pour des objectifs divers :

- Pour informer le citoyen d'une situation ou d'une décision, il s'appuie sur un canal à sens unique.
- Consulter le citoyen et rechercher un feedback afin de contribuer à la conception de la décision, à travers un canal à double sens.
- Pour responsabiliser le citoyen et le rendre activement engagé, c'est plus une relation qu'un canal à double sens

Par conséquent, les niveaux de la E-participation selon ces objectifs sont (auteur se référant à Macintosh. 2004):

- E-enabling (accessibilité) : il s'agit d'aborder l'accessibilité et la compréhensibilité de l'information par le citoyen
- E-engagement : c'est l'utilisation des technologies pour engager le citoyen dans une démarche de participation descendante
- E-empowering (responsabilisation): c'est le support de la participation active citoyenne

Ce colloque national est l'occasion de réunir les chercheur(e) s, les doctorant(e) s et les universitaires algériens autour de la question de la culture de citoyenneté dans la société algérienne. Il s'agirait de suivre son développement depuis l'indépendance et voir l'implication des nouvelles technologies dans la participation citoyenne en Algérie. L'accent sera alors mis sur l'impact de la culture citoyenne (en déclin ou en amélioration) à l'ère du numérique dans le développement de la ville.

Les axes de la journée se résument à :

- La culture de citoyenneté en Algérie et son développement depuis l'indépendance
- La participation citoyenne et la E participation dans les villes algériennes
- Le développement de la conscience citoyenne et de la E- participation : exemples et pratiques algériennes et étrangères.
- Les programmes politiques dans le développement urbain de la ville par l'utilisation de la E participation

## 2. Bibliographie : Il faut classer vos auteurs par ordre alphabétique.

- BACQUE M.H. 2009. Gouvernance et urbanisme de participation. In : BIAN V et TAPIE G (Eds). La fabrication de la ville, métiers et organisations ». Parenthèses. Marseille. 216p. 2009. p.17-29
- BEREZOWSKA-AZZAG E. Projet urbain, guide méthodologique », Vol 2 « comprendre la démarche du projet urbain ». Synergie. Alger. 2012
- INGALLINA P. Le projet urbain ». PUF « Que-sais-je ? ». Paris, 127p.2001
- KHAN .A. 2005. Citizen Participation and Pro-poor Budgeting. In: Citizen Participation and Pro-poor Budgeting. United Nations.Department of Economic and Social Affairs.New York, 2005.P :4-18. Available In <https://publicadministration.un.org/publications/content/PDFs/E-Library%20Archives/2005%20Citizen%20Participation%20and%20Pro-Poor%20Budgeting.pdf>
- MACINTOSH, A. (2004), "Characterizing E-Participation in Policy-Making", In the Proceedings of the Thirty-Seventh Annual Hawaii International Conference on System Sciences (HICSS-37), January 5 – 8, 2004, Big Island, Hawaii. Available at <https://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/summary?doi=10.1.1.98.6150>
- MAGNAGHI A. le projet local. Margada. Liège. 123p, traduit par RAIOLA M & PATITA A.
- MASBOUNGI A. (dir.) Projets urbains durables ; stratégies. Le Moniteur. Paris. 175p. 2012
- MOUHOUBI N. Les outils de management de projets urbains durable, Cas du PMMC. Doctoral thesis. LAVMF. Salah Boubnider Constantine 3 University. 2017.
- TERRIN J.J. Le projet du projet, concevoir la ville contemporaine. Parenthèses. Paris. 280p. 2014
- VERDIER Ph. Le projet urbain participatif, Apprendre à faire la ville avec ses habitants. Adels et Yves Michel. Gap, Hautes-Alpes. 264p. 2009
- Urbanisme, N°392. 2014. P36
- United Nations Development Programme. “Governance for Sustainable Human Development.” <http://www.tj.undp.org/content/tajikistan/en/home/ourwork/democraticgovernance/overview.html> consulted on January 8<sup>th</sup>. 2022

## 3.Modalités

Les propositions de communications sont attendues avant à l’adresse électronique suivante : [lassu.manifs@gmail.com](mailto:lassu.manifs@gmail.com)  
Les contributions doivent comprendre un résumé de la communication en français, en

anglais ou en arabe qui ne dépasse pas les 2500 signes (espaces et notes compris) et qui précise l'axe dans lequel le communicant souhaite s'inscrire.

Normes de rédaction : pour les langues française et anglaise : police « Times New Roman » taille 12. Pour la langue arabe : police « Simplified Arabic » taille 14.

### **Dates importantes**

**Date de lancement d'appel à communication : 01/01/2023**

**Date de la réception des résumés : 01/02/2023**

**Date de la réponse du comité scientifique : 15/02/2023**

**Date de confirmation de la participation et finalisation des actes du colloque: 22/02/2023**

**Comité de direction de la journée :**

**Président d'honneur de la journée d'étude :** Pr. BENIAICHE Abdelkrim.

**Coordinateur général de la journée d'étude :** Dr. SOUALMIA Abderrahmane.

**Directeur de LASSU :**Pr. BERRETIMA Abdelhalim, Université de Bejaia.

**Comité scientifique :Pr.LANANEMassika**

**Président :**Dr. HADDOUCHE Zahir , Université de Bejaia.

- Dr. BOUMEGOURA Naim, Université de Bejaia.
- Pr.CHERRAD Hichem ,Université de Sétif 2
- DJENNAD Djamel, Université de Bejaia.
- Pr.HAMMADOUCHE Rachid ,Université d'Alger 2
- Dr. HADDOUCHE Zahir, Université de Bejaia.
- Pr.LANANE Massika ,Université de Bejaia.
- Pr.MANA AAmar ,CRASC
- Dr. NEGROUCHE Hamid, Université de Bejaia.
- Dr. MOUHOUBI Nedjima, Université de Bejaia.
- Dr. SOUALMIA Abderrahmane, Université de Bejaia.
- Dr. BOUNOUNI Sofiane ,Université de Bejaia.
- Dr. OUARET LADJOUZE Manel, Université de Bejaia.

- **Comité d'organisation :**

**Président :**Dr.KICHER Idir.

Dr.AHMEDI Dalila, Université de Bejaia.

Dr.BOUMEGOURA Naim ,Université de Bejaia.

Dr.NEGROUCHE Hamid, Université de Bejaia.

Mme IACHOUCHEN Saida, Université de Bejaia.

Mme KHEIRELINE Naima ,Université de Béjaia

Melle. IFFOUZER Nabila, Université de Bejaia.

M. MAICHE Samir ,Université de Bejaia.

Mme MERABET Dihia, Université de Bejaia.

M. OURABAH Brahim ,Université de Bejaia.

RABHI Kheirredine ,Université de Bejaia.

M. SADAOUI Smail ,Université de Bejaia.

M. YAHIAOUI Fouad, Université de Bejaia.

## Fiche de participation au colloque

Nom :		Prénom :	
Fonction actuelle :			
Grade :			
Institution de rattachement :			
Axe choisi :			
Titre de la communication :			
Téléphone :		Courriel :	

**Résumé : (1000 mots maximum) :**

.....  
.....  
.....  
.....

**Mots clés : (5 mots maximum)**